

SAINTE MARIE DE NEUILLY
Association
Siège social : 24, boulevard Victor Hugo
92200 NEUILLY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022

SAINTE MARIE DE NEUILLY
Association
Siège social : 24, boulevard Victor Hugo
92200 NEUILLY SUR SEINE

SOMMAIRE

-	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 5
-	COMPTES ANNUELS AU 31 AOUT 2022	5 à 25

SAINTE MARIE DE NEUILLY
Association
Siège social : 24, boulevard Victor Hugo
92200 NEUILLY SUR SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2022

A l'assemblée générale de l'association Sainte Marie de Neuilly,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Sainte Marie de Neuilly, relatifs à l'exercice clos le 31 août 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Les évolutions en matière de rémunération du personnel depuis septembre 2021. Nous avons vérifié par épreuves la bonne application des évolutions du point SEP et de la hausse du taux horaire du SMIC pour le personnel concerné, ainsi que le versement des primes PEPA ou indemnité inflation en conformité avec les décisions de la direction.

- Provisions pour risques et charges : au travers d'entretiens avec la direction et des pièces justificatives obtenues, nous avons apprécié l'avancement puis le dénouement du litige prudhommal auquel était confronté l'association. Nous nous sommes également assurés de la cohérence des évolutions de la provision pour indemnité de départ en retraite.
- Calcul et enregistrement des revenus liés aux familles ; nous avons vérifié par épreuves la bonne application du règlement financier et nous sommes assurés de la fiabilité des données transférées depuis l'outil de calcul des facturations familles vers la comptabilité.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sèvres, le 27 décembre 2022

FITECO,
Commissaire aux Comptes



Philippe ARNOUX
Associé

SAINTE MARIE DE NEUILLY
Association
Siège social : 24, boulevard Victor Hugo
92200 NEUILLY SUR SEINE

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 août 2022

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2022	Exercice N-1 31/08/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	18 427	23 159
<i>Ventes de prestations de services</i>	4 613 533	4 124 704
Produits des tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	1 136 974	1 169 019
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>		54
<i>dont dons manuels</i>		54
<i>Contributions financières</i>	14 200	10 200
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges	112 544	53 903
Autres produits	121 718	20 365
Total I	6 017 395	5 401 404
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	17 378	25 149
Autres achats et charges externes	3 084 809	2 809 466
Impôts, taxes et versements assimilés	164 110	147 017
Salaires et traitements	1 706 142	1 486 508
Charges sociales	579 367	585 847
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	747 912	672 661
Dotations aux provisions	59 564	46 032
Autres charges	82 130	3 614
Total II	6 441 413	5 776 294
1 . RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-424 017	-374 890
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	16 099	22 097
Total III	16 099	22 097
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 169	
Total IV	2 169	
2 . RESULTAT FINANCIER (III-IV)	13 930	22 097

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2022	Exercice N-1 31/08/2021
3 . RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-410 088	-352 793
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	5 052	752
Sur opérations en capital	43 820	44 883
Total V	48 872	45 635
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	47 863	29 153
Dotations aux amortissements et aux provisions	30 000	100 000
Total VI	77 863	129 153
4 . RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-28 991	-83 518
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 209	1 990
Total des produits (I+III+V)	6 082 366	5 469 136
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 523 653	5 907 436
EXCEDENT OU DEFICIT	-441 287	-438 300

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/08/22	Net au 31/08/21
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	48 083	33 798	14 285	19 297
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 419 352	164 141	1 255 210	1 280 443
Constructions	18 293 466	14 648 654	3 644 813	4 105 653
Installations techniques, matériel et outillage	1 384 402	761 656	622 746	228 047
Autres immobilisations corporelles	3 377 770	1 030 494	2 347 275	676 403
Immob. en cours / Avances et acomptes	122 896		122 896	1 230 181
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	4 223		4 223	4 223
TIAP & autres titres immobilisés	202 500		202 500	202 500
Prêts	89 530		89 530	91 058
Autres immobilisations financières	56 235		56 235	56 235
Total I	24 998 456	16 638 744	8 359 712	7 894 041
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	1 523		1 523	3 249
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	218 124		218 124	252 639
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 890 128		6 890 128	6 450 637
Charges constatées d'avance	114 033		114 033	113 552
Total II	7 223 808		7 223 808	6 820 078
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	32 222 264	16 638 744	15 583 520	14 714 119

Bilan

	Net au 31/08/22	Net au 31/08/21
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	17 590 991	17 590 991
Première situation nette établie		
Fonds statutaires	160 071	160 071
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	17 430 920	17 430 920
Fonds propres avec droit de reprise	-4 451 164	-4 451 164
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise	-4 451 164	-4 451 164
Ecart de réévaluation		
Réserves	138 376	138 376
Réserves statutaires ou contractuelles	46 946	46 946
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	91 430	91 430
Report à nouveau	-369 525	68 775
Excédent ou déficit de l'exercice	-441 287	-438 300
Situation nette (sous-total)	12 467 391	12 908 678
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	182 323	170 695
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total I	12 649 714	13 079 374
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	165 000	135 000
Provisions pour charges	128 396	163 380
Total III	293 396	298 380
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts	1 429 335	
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	1 429 335	
Emprunts et dettes financières diverses	26 064	24 003
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	345 450	367 350
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	289 509	284 944
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	358 502	264 705
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	155 007	314 081
Autres dettes	33 432	33 686
Produits constatés d'avance	3 111	47 597
Total IV	2 640 410	1 336 365
Ecart de conversion - Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	15 583 520	14 714 119

Annexe 

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Au cours de l'exercice, même si ses effets se sont atténués par rapport aux deux exercices précédents, l'établissement a continué à subir les conséquences de la pandémie et des mesures sanitaires prises pour y faire face, notamment :

- des cours à distance pour certains élèves,
- la fermeture temporaire de certaines classes,
- la réduction du nombre de repas pour respecter les jauges et la distanciation,
- des achats de produits, matériels et équipements pour respecter les normes d'hygiène, assurer les cours à distance et favoriser le télétravail,
- un coût supplémentaires des prestations de ménage.

En outre, des investissements importants ont été immobilisés au cours de l'exercice, notamment :

- les travaux d'extension du réfectoire et l'aménagement des cuisines du Petit Collège : 862 754,12 € + 111 823,78 €, soit 974 577,90 €,
- l'extension, le réaménagement et le renouvellement de l'équipement des cuisines du Grand Collège : 479 583,63 € + 270 189,14 € = 749 772,77 €

D'où une forte augmentation des dotations aux amortissements qui s'élèvent à 75 521 € sur l'exercice.

Ces investissements ont donné lieu à la mise en place de deux prêts contractés auprès de la Caisse d'Epargne Ile-de-France :

- un prêt de 1 180 000,00 € sur 20 ans au taux fixe de 1,04 % pour les travaux
- un prêt de 664 000,00 € sur 10 ans au taux fixe de 0,68 % pour le matériel.

La provision pour risque constituée au 31/08/2020 concernant un litige en cours avec un salarié a fait l'objet d'une dotation supplémentaire de 30 000 € portant la provision totale à 165 000 €. La recherche d'une issue amiable à ce litige était toujours en cours à la date d'arrêté des comptes au 31/08/2022.

Au cours de l'exercice, il a été mis fin à deux contrats de travail, après accord amiable avec les salariés concernés :

- le chef d'établissement collège-lycée-prépa,
- une comptable qui se trouvait en arrêt maladie depuis le 10/02/2014.

Le total des indemnités de licenciement et de conciliation versées à ces salariés s'élève à 127 698,11 €.

Autres éléments significatifs

1- LE REGIME DE PREVOYANCE DES ENSEIGNANTS

Faits caractéristiques

L'Etablissement est redevable des cotisations patronales de prévoyance pour les enseignants: article 2 des accords nationaux, du 16 septembre 2006, applicable au 01 janvier 2007. Les cotisations sont calculées à partir du salaire brut. Le taux de ces cotisations est de 0.75%.

2- LES CONGES A PAYER

La provision pour congés payés dus au personnel (salaire et charges) au 31 août 2022 est de 15 173 € contre 51 480 € pour la période précédente.

3-IMPOT SOCIETE

L'Association est soumise à l'impôt sur les société (IS) pour les produits financiers. Cet impôt est de 24% sur les intérêts des comptes sur livret.

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'école :
SAINTE MARIE DE NEUILLY

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2022, dont le total est de 15 583 520 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 441 287 €. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2021 au 31/08/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement 2018-06, modifié par le règlement ANC N° 2020-08 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et au plan comptable particulier des établissements d'enseignement privés sous contrat.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en €.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Constructions : 10 à 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

Les engagements de l'entreprise en matière d'indemnités de départ à la retraite sont calculés suivant la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière tenant compte des dispositions de la

Règles et méthodes comptables

Convention Collective, des probabilités de vie et de présence dans l'entreprise, et d'une actualisation financière.

Hypothèses générales : mise à la retraite à l'initiative des salariés à l'âge de 65 ans ou 67 ans

Hypothèses de calcul retenu : provision pour le personnel ayant atteint l'âge de 50 ans

Taux de charges sociales : 48%

Convention collective applicable : CC SEP 2015 (n°2408)

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	48 083			48 083
Immobilisations incorporelles	48 083			48 083
- Terrains	1 419 352			1 419 352
- Constructions sur sol propre	8 232 247			8 232 247
- Constructions sur sol d'autrui	5 218 099			5 218 099
- Instal.générales, agencements et aménagements constr	4 843 120			4 843 120
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	929 498	454 904		1 384 402
- Instal.générales, agencements aménagements divers	597 838	1 686 314		2 284 152
- Matériel de transport	16 972			16 972
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	889 794	160 242		1 050 036
- Emballages récupérables et divers	5 672	20 938		26 610
- Immobilisations corporelles en cours	1 230 181	139 370	1 246 655	122 896
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	23 382 774	2 461 767	1 246 655	24 597 886
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 223			4 223
- Autres titres immobilisés	202 500			202 500
- Prêts et autres immobilisations financières	147 293		1 529	145 764
Immobilisations financières	354 016		1 529	352 487
ACTIF IMMOBILISE	23 784 873	2 461 767	1 248 184	24 998 456

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		2 461 767		2 461 767
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		2 461 767		2 461 767
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		1 246 655	1 529	1 248 184
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice		1 246 655	1 529	1 248 184

Immobilisations corporelles

Parc immobilier

Superficie de l'ensemble immobilier mis à disposition de l'OGEC : 16 400,00 m²

- Utilisation pour les besoins scolaires : 16 400,00 m²

- 100 m² supplémentaire ont été mis à disposition avec la construction d'une extension du réfectoire du Petit Collège (école primaire) sur le site du 29 bd Victor Hugo

Le collège et le lycée sont construits sur un terrain, 24 boulevard Victor Hugo à Neuilly-sur-Seine, d'une part surface de 11 800 m². Cette propriété est louée à long terme.

L'école, 29 bd Victor Hugo à Neuilly-sur Seine, est construite sur un terrain de 4 500 m². Cette propriété est louée à long terme.

Le bail entre Sainte-Marie et la SAS KLEBER a été renouvelé en juillet 2012 avec effet rétroactif au 1er janvier 2012.

Les immobilisations en cours s'élèvent à 122 895,52 € à la clôture.

Tous les investissements réalisés pendant l'été sont traités en immobilisations en cours et sont mis en services au 1er septembre de l'année scolaire suivante qui est bien celle qui en bénéficie.

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.2-1 des titres Immobilisé & participation

- SOGAMA CONSEIL pour 4 223 €.
- Caisse d'Epargne : 10 025 parts pour 202 500€

1.2-2 des prêts à Action Logement Services pour 74 530 €.

Chaque année nous versons notre contribution règlementaire au titre de l'effort construction (0.45% de la masse salariale) à Action Logement Services sous la forme d'un prêt qui nous est remboursé au bout de 20 ans. Pour l'exercice 2021-2022, nous avons versé 0 € et nous avons bénéficié du remboursement de 1 529 €, versement fait au titre de la masse salariale de l'année 2001.

1.2-3 des dépôts et cautionnements :

- 51 328 € versés à KLEBER SAS (dépôt de garantie du loyer des bâtiments loués)
- 4 906 € versés à la SA SOGAMA (cautions accordées pour des subventions reçues)

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	28 786	5 012		33 798
Immobilisations incorporelles	28 786	5 012		33 798
- Terrains	138 909	25 233		164 141
- Constructions sur sol propre	5 470 744	221 283		5 692 027
- Constructions sur sol d'autrui	4 100 812	206 256		4 307 068
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.	4 616 258	33 302		4 649 559
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels	701 450	60 206		761 656
- Instal.générales, agencements aménagements divers	72 260	103 826		176 086
- Matériel de transport	16 972			16 972
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	743 020	91 466		834 486
- Emballages récupérables et divers	1 621	1 329		2 950
Immobilisations corporelles	15 862 046	742 900		16 604 946
ACTIF IMMOBILISE	15 890 832	747 912		16 638 744

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 479 444 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	89 530		89 530
Autres	56 235		56 235
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 523	1 523	
Autres	218 124	218 124	
Charges constatées d'avance	114 033	114 033	
Total	479 444	333 680	145 764
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
IJSS A RECEVOIR - PREVOYANCE MERCER	1 940
PRODUITS A RECEVOIR DIVERS	4 961
INTERETS COURUS A RECEVOIR	5 923
Total	12 823

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds associatifs

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	17 590 991				17 590 991
Fonds propres avec droit de reprise	-4 451 164				-4 451 164
Ecart de réévaluation					
Réserves	138 376	-438 300		-438 300	138 376
Report à Nouveau	68 775			438 300	-369 525
Excédent ou déficit de l'exercice	-438 300	438 300		441 287	-441 287
Situation nette	12 908 678			441 287	12 467 391
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	170 695		11 628		182 323
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	13 079 374		11 628	441 287	12 649 714

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	135 000	30 000			165 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	163 380	59 569	94 553		128 396
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	298 380	89 569	94 553		293 396
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		59 564	94 553		
Financières					
Exceptionnelles		30 000			

Une provision pour risque a été constituée au 31/08/2022 concernant un litige en cours avec un salarié.

Le dossier est en cours d'instruction par le Conseil des Prud'hommes à la date d'arrêté des comptes au 31/08/2022. Après analyse des fondements des demandes du salarié, une provision de 135 K€ a été constituée au 31/08/2021. Un complément de provision de 30 K€ a été constituée au 31/08/2022.

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 294 960 € et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 429 335			1 429 335
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 850	1 850		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	289 509	289 509		
Dettes fiscales et sociales	358 502	358 502		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	155 007	155 007		
Autres dettes (**)	57 646	57 646		
Produits constatés d'avance	3 111	3 111		
Total	2 294 960	865 625		1 429 335
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 429 335			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNIS D EXPLOIT FAC N/PARVENUES G	72 371
DETTES PROVISIONNEES POUR CP	9 978
PERSONNEL:CHARGES A PAYER	785
AUTRES CHARGES A PAYER	5 543
ETAT: AUTRES CHARGES A PAYER	9 442
Total	98 118

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE GS	95 368		
CHARGES CONSTATEES D AVANCE GP	18 665		
Total	114 033		

Elles sont constituées pour 19 120 € de l'étalement de l'assurance dommage ouvrage sur les travaux et pour le reste de factures réglées concernant l'exercice 2021-2022. Montant total des charges constatées d'avance= 114 033 €.

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS PERCUS D AVANCE GS	3 111		
Total	3 111		

Notes sur le compte de résultat

Prestations assurées par l'établissement

Cessions ou ventes de produits	
Etudes et recherches	
Participation des familles (activité principale)	3 968 848
Participation de l'état et des collectivités territoriales	
Autres participations	54 858
Cessions de livres et fournitures aux familles	18 427
Prestations annexes aux élèves	
Produits des activités annexes	78 431
TOTAL	4 120 563

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Subventions de fonctionnement

Etat	524
Régions	2 000
Départements	1 108
Communes et groupements de communes	
Subventions de fonctionnement - Taxe d'apprentissage	
Autres subventions de fonctionnement	1 133 342
Report de subventions	
TOTAL	1 136 974

Autres informations

Engagements de retraite

Aucun engagement n'a été valorisé en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées.

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 128 396 €

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	46 055	
Prestations en nature		
Dons en nature		30 940
Total	46 055	30 940
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	46 055	30 940
Total	46 055	30 940

Le bénévolat est comptabilisé dans les comptes de classe 8. Il est de 46 055 € au 31/08/2022 contre 30 940 € au 31/08/2021.

Ce bénévolat correspond à la valorisation du complément de rémunération des personnels membres de la communauté SFX afin que ces dernières correspondent aux rémunérations prévues par la convention collective.